

# Introduction à l'analyse des économies frontalières

## Éléments pour un programme de recherche transdisciplinaire

Même un non-spécialiste peut intuitivement comprendre qu'il n'y a rien d'aberrant à ce que des régions frontalières soient des régions économiquement prospères, en raison même de leur statut frontalier, et ce quel que soit le type de relation que nourrissent les Etats concernés par la frontalité, jusqu'à s'accommoder même d'une situation de tension, voire de guerre. Les exemples fourmillent dans l'histoire de régions frontalières qui ont prospéré en raison même de l'instauration d'un état de guerre. L'objectif de ce numéro n'est donc pas vraiment, ou pas seulement, de faire état de cet apparent paradoxe qui n'est en réalité qu'une occasion de plus de vérifier les disjonctions entre territorialité politique et territorialité économique et, plus globalement, les capacités de débranchement de l'une sur l'autre. Les acteurs économiques savent en somme s'arranger, voire prospérer sur les lieux mêmes où les politiques s'arrêtent, si l'on entend du moins, dans une philosophie politique très classique, que la guerre est justement l'échec ou l'ailleurs du politique.

L'histoire fourmille donc d'exemples de ces régions qu'un régime frontalier, même tendu, a permis de développer et de faire prospérer. L'idée et la question qui nous ont incité à rassembler les articles ici réunis portent plutôt sur le régime et la nature de l'économie que cette situation permettent de développer. Car que la frontière soit profitable est une chose peu discutable, en revanche il est bien moins évident de comprendre pour quel type d'acteur, d'entreprise, voire d'aventure économique, cette profitabilité s'accomplit. Faut-il, pour le dire autrement, penser que la frontière profite à tout type d'activité et de secteur dès lors que ses entrepreneurs acceptent le risque inhérent à la « vulnérabilité » politique et sociale de ces bords d'Etat, au sens plein du terme, ou bien peut-on au contraire avancer que le risque ici joue les sélections naturelles et rend certains acteurs mieux à même que d'autres de tirer parti de la situation ? Et pour avancer dans la réflexion, à l'appui par exemple de ce que ne cessent de répéter les analystes des *maquiladoras* mexicaines, ne peut-on faire l'hypothèse que ces régions frontalières, parce qu'elles sont paradoxalement des lieux de « faiblesse » ou

**Noureddine  
El Aoufi**

(Université  
Mohammed V, Rabat)  
(elaoufi@menara.ma)

**Michel Peraldi**

Centre Jacques Berque,  
Rabat  
(peraldi@cjb.ma)

de « défaillance » de l'Etat, sont justement des lieux qui rendent possibles des aventures commerciales et industrielles qu'un contrôle ou un encastrement trop sévère rendraient impossibles ou non profitables... Une parenthèse sur la « faiblesse » ou la « défaillance » de l'Etat. Le politologue ou le juriste pensent à juste titre que les frontières sont généralement des lieux de force et de manifestation de la puissance étatique.

Pour l'économiste, deux problématiques sont en jeu. Tout d'abord, la théorie standard a tendance à limiter, au plan théorique et méthodologique, le champ de l'économie à la dimension rationnelle des comportements et des interactions, individuels et collectifs, des agents et à expulser du champ des sciences économiques les croyances, les valeurs, l'éthique, le sacré, les affects, sous prétexte que l'économie n'est pas une science morale (El Aoufi, 2008). Toutefois, les faits « irrationnels » sont têtus, comme en témoignent aujourd'hui les « dérives du capitalisme financier » (Aglietta et Rebérioux, 2004).

Ensuite, l'espace des capitaux et des marchandises est, en dernière analyse, un espace sans frontières, et lorsque celles-ci sont érigées par les Etats-nations sous forme de droits de douane permettant de se protéger contre la concurrence externe, le mouvement réel de l'économie finit par « doubler », pour ainsi dire, les institutions protectionnistes et imposer précisément aux frontières des marchés parallèles ou informels qui, fonctionnant avec des coûts de transaction réduits, finissent par créer des irréversibilités. Pris en compte à la fois par la théorie standard et par les approches hétérodoxes, ces processus économiques se jouant aux (se jouant des) frontières territoriales donnent lieu, avec la globalisation, à une composante essentielle de la dynamique économique, voire à l'émergence d'un « nouveau monde industriel » (Veltz, 2000 ; Berger, 2006) à l'échelle mondiale (délocalisations, sous-traitance, off-shoring, etc.).

## **Des avantages frontaliers ?**

La mondialisation opère dans des territoires inscrits dans des trajectoires économiques et institutionnelles spécifiques imprimant aux rapports transnationaux des configurations différentes : mode de partenariat multidimensionnel entre l'Union européenne et les pays du sud de la Méditerranée, accord focalisé sur le commerce et l'échange financier entre l'Amérique du Nord et le Mexique (IRD, 2007). Mais globalement, ces accords sont sous-tendus par des situations structurelles asymétriques renvoyant au procès historique de développement inégal et de dépendance à l'échelle mondiale (flux de marchandises et de capitaux, mouvements migratoires).

Les nouvelles transformations induites par la mondialisation ont trait au système productif et aux modalités de redéploiement territorial et d'insertion dans le régime international. Face à une polarisation

commerciale et financière autour des Etats-Unis et de l'Europe, les pays en voie de développement, y compris les pays dits émergents, sont contraints de mettre en œuvre des stratégies d'adaptation fondées sur l'ouverture aux flux de marchandises et de capitaux et sur les spécialisations territoriales dans des segments correspondant aux délocalisations productives organisées par les pays du centre et bénéficiant, outre de l'avantage salarial, des opportunités de proximité (textile habillement et automobile au Maroc).

Mais, compte tenu de l'épuisement des gains spécifiques liés aux accords classiques de libre-échange, l'extrapolation des préférences tarifaires à la faveur des nouvelles règles de l'OMC tend à exacerber, à une échelle plus élargie, la concurrence entre les pays en voie de développement, notamment entre les pays « émergents », en faisant jouer pleinement, outre les atouts de la proximité, d'autres modalités profitables centrées sur « l'avantage frontalier » (voir Plan Emergence et Tanger Med au Maroc). L'enjeu de ces processus devient dès lors moins la recherche des effets d'intégration et de développement endogène des économies nationales que l'attraction d'investissements directs étrangers et l'offre d'incitations aux donneurs d'ordre dans les industries de main-d'œuvre comme le textile, les équipementiers automobiles, les centres d'appel off-shore, etc.

Il convient d'analyser en profondeur les dynamiques liées à ces activités d'off-shoring en termes de forme d'emploi et de sécurité économique et de mesurer l'ampleur des investissements publics d'accompagnement de telles dynamiques (infrastructures, aménagements d'espaces, etc.) et de protection sociale contre la volatilité des marchés internationaux et l'incertitude conjoncturelle.

Dans cette optique, les articles ici recueillis sur les « recompositions productives » mettent en évidence deux conclusions essentielles : d'une part, l'accroissement des formes de travail précaire et « indécents » contribue à dilater les sphères de l'informel rendant problématique l'action de l'Etat et limitant l'efficacité et la cohérence des politiques économiques. D'autre part, les reconversions territoriales qui s'opèrent à proximité des zones « ouvertes » ou « franches » donnent lieu à des fragmentations sociales et à un approfondissement des conditions de la pauvreté, notamment en milieu rural.

Par ailleurs, du point de vue de la théorie standard, l'exploitation « rationnelle », au sens strict, des « opportunités frontalières » (Tanger-Tétouan par rapport à Ceuta, Nador par rapport à Melilia, Oujda par rapport à l'Algérie pour se limiter au cas marocain) n'est pas sans conduire à des comportements, individuels ou collectifs, où l'informel et l'illégal peuvent se confondre et s'auto-renforcer dans l'articulation du national avec le transnational.

Au total, deux postures d'analyse peuvent être observées par rapport aux « effets de frontières » de la mondialisation. La première posture, mettant en évidence les dynamiques en termes d'investissements directs, de mobilité

des capitaux, de création d'emplois, de transfert de technologie, etc., inscrit les nouvelles trajectoires dans un processus évolutionniste autour des territoires frontaliers et transfrontaliers présentant des avantages comparatifs en termes d'ouverture et d'absence de barrière à l'entrée. La seconde posture fait apparaître, en revanche, l'involution associée aux « irrationalités » économiques auxquelles tend à conduire la « main invisible » car « informelle », voire « illégale », qui agit et s'active dans les interstices d'une mondialisation non arraisonnée.

Par rapport à ces deux approches divergentes, on suggère plus loin de privilégier l'exploration des problématiques en creux et la description *compréhensive* des situations à l'œuvre en recourant aux ressources offertes par l'enquête de terrain et par le croisement pluridisciplinaire des théories.

## Des irrationalités économiques ?

Depuis la décolonisation, les économies des pays du Maghreb étaient *grosso modo* dominées par la contraposition d'un capitalisme que l'on qualifiera de rentier parce que basé sur la répartition locale très inégale de rentes nées de l'exploitation internationale de ressources locales (fer, phosphate, pétrole) et d'une économie vivrière très largement dominée par l'informalité, voire des formes sociales archaïques et premières (Ould Aoudia, 2006). Ce dualisme prend des formes très différentes socialement et politiquement selon le type de ressources que mobilise le capitalisme rentier, le type d'Etat qui en gère la répartition. Mais si ces nuances sont importantes, elles sont d'une certaine façon historiquement « froides ». Car ce dualisme semble bien près d'être battu en brèche par l'apparition de nouvelles activités industrielles et commerciales qui, tout en relevant de l'informel au sens ancien du terme, c'est-à-dire échappant peu ou prou à l'Etat et sans grande mobilisation de technicité et de capital, produisent néanmoins des filières, des dispositifs et des bénéfices qui ont dimension capitaliste ou du moins transnationale.

C'est en effet le trait commun de la gamme hétérogène d'activités sur laquelle nous avons commencé à travailler que de manifester cette articulation entre informalité et transnationalisme. De la contrebande transfrontalière aux ateliers et usines délocalisés de la filière textile, de l'industrialisation de filières vivrières (poisson séché) au commerce à la valise, ces activités combinent un degré plus ou moins élevé d'informalisation et de transnationalisme, pour atteindre des seuils de rentabilité certes difficilement appréciables et mesurables, mais qui dépassent largement les bénéfices locaux de l'informel « traditionnel » pour concurrencer le niveau de bénéfice des secteurs rentiers.

Et ces activités mettent alors en évidence un double dépassement des anciens équilibres, avec, d'une part, l'apparition d'un capitalisme productif et plus encore commercial très « virulent » et, d'autre part, la paradoxale

émergence de l'informel sur le terrain transnational jusqu'alors réservé au capitalisme rentier.

Cette question des bénéfices et de leur volume n'a du reste pas forcément d'intérêt sociologique si elle s'arrête à l'évaluation des volumes d'activité et des mobilisations matérielles. L'obsession de la mesure dans l'analyse économique est bien aussi une manière de nier la consistance des faits sociaux. Or la question des bénéfices des activités informelles transnationales prend tout son sens si l'on comprend qu'il s'agit d'abord de reconnaître par là les acteurs collectifs qui y prennent forme et position sociale dans les sociétés qu'ils traversent. Aucune observation aujourd'hui ne permet de voir se dessiner au Maghreb quelque chose de l'émergence d'une nouvelle élite entrepreneuriale, capitaliste. C'est au contraire la capitalisation des anciennes élites, en grande partie formées dans les sérails politiques, qui se concrétise dans la continuité des grandes activités productives. C'est un phénomène assez bien analysé sous le processus de « privatisation » des élites, pour aller dans le sens des hypothèses proposées par certains politologues (Bayart, 2004 ; Hibou, 1999 ; Catusse, 2008). Pour autant, on ne peut se contenter d'approximations qui voient dans les nouvelles économies informelles transnationales la marque de l'intelligence des « petits », la débrouillardise d'aventuriers issus des plus basses positions. Aventuriers il y a, pauvres ou précaires parfois, mais on voit aussi se manifester des acteurs entrepreneurs clairement positionnés socialement au centre des mondes dont ils sont originaires. Quelque chose en somme, et il faut le dire en forme d'hypothèse, d'une classe moyenne mercantile pour ses valeurs et son éthique économique, transnationale pour ses ancrages territoriaux et sa mobilité sociale (Cohen, 2004).

Le rôle des migrants dans ces nouvelles économies est partout stratégique sous deux formes au moins : on voit les migrants issus des pays du Maghreb et les diasporas migrantes qu'ils ont constituées en Europe jouer un rôle économique fondamental dans ces nouvelles économies, qu'il s'agisse des commerces informels transfrontaliers ou des délocalisations industrielles par exemple (Peraldi, 2002). Mais on voit aussi de nouveaux entrepreneurs migrants, subsahariens au Maroc ou en Mauritanie, espagnols, italiens ou français en Tunisie et au Maroc, prendre place dans ces économies et les dynamiser.

### Des activités obscures ?

Les activités économiques que nous analysons, outre qu'elles sont nouvelles *stricto sensu*, parce qu'elles ne procèdent pas d'une logique évolutive mais de processus éruptifs, sont des coins obscurs et de la théorie économique et des approches en vigueur dans la sociologie économique. Car s'il est bien un consensus aujourd'hui entre ces deux mondes pourtant difficiles à réconcilier, c'est bien pour accepter tacitement comme économiques des

activités qui ont toutes pour caractéristique d'être « vertueuses », soit qu'elles correspondent à des finalités rationnelles organisées selon la rationalité dominante pour les économistes (des entreprises avec siège social et des formes productives de mise en œuvre du rapport salarial), soit qu'elles sont susceptibles d'une relecture éthique et d'une conception morale alternative pour une grande partie de la sociologie économique. En clair, entre l'économie d'un côté, qui ne s'intéresse qu'aux formes les plus normées d'un standard stabilisé dans la phase fordiste d'économie, et la sociologie qui ne s'intéresse qu'au don, bien des activités sont oubliées, amnésies même par l'analyse, sciences sociales comprises, de la chose économique. Celles qui relèvent de formes violentes de mise en œuvre (razzia, extorsion, etc.), d'une absence de normes formatées, celles enfin où s'expriment non pas des formes d'équilibre mais des « conduites d'excès » : appât du gain, comportements opportunistes, passager clandestin, manipulation, ruse ou détournement.

Or, on peut faire un double constat empirique : la plupart des activités, que nous avons élues parce que relevant de schémas transnationaux d'activités, relèvent à plus ou moins haute dose de ces cadres non vertueux de l'économie, qu'il s'agisse des plus classiquement désignées comme la contrebande ou des plus actuellement stigmatisées comme les délocalisations industrielles. Mais, deuxième constat, ces activités économiques sont aujourd'hui celles qui ont le mieux forme émergente dans les pays du Maghreb, si l'on entend par émergence non pas évidemment la conformation aux standards d'un développement capitaliste contrôlé mais tout simplement au sens historique du terme, dans une logique éruptive, énigmatique au regard des contextes économiques et sociaux existants et ainsi aux limites de l'irrationalité économique. L'irrationalité en la matière tient au fait que ces phénomènes sont à la fois éminemment représentatifs d'un capitalisme fondé sur des logiques d'accumulation privée des gains à l'échelle mondiale (Wallerstein, 1984), sans pour autant correspondre aux canons d'organisation et de rationalité aux formats desquels la théorie standard prétend que le capitalisme est possible.

C'est, dès lors, un moment plutôt favorable pour préciser, non tant ce que par convention académique on pourrait appeler les cadres théoriques communs aux recherches empiriques menées sur les différents terrains, mais plus exactement les points de stabilité et d'équilibre à l'intérieur des controverses et des débats où prennent place les problématiques qui guident les investigations. Il faut bien constater en effet que les approches, sociologique et anthropologique, des phénomènes économiques sont prises au cœur d'une controverse permanente portant non pas sur des « détails » méthodologiques et des affinements de problématisation, pas davantage même sur des conceptions et des constructions divergentes. L'approche socio-anthropologique de l'économie débat avant tout de sa possibilité et même de sa pertinence à faire entendre quelque chose d'une autre intelligibilité

des phénomènes économiques. D'un strict point de vue épistémologique, en effet, les deux grands courants de l'analyse économique, libérale d'un côté par la théorie de l'acteur rationnel, et marxiste de l'autre par le jeu de l'historicité, nient radicalement toute possibilité d'une sociologie ou d'une anthropologie économique, parce qu'elles nient la possibilité heuristique de considérer les phénomènes économiques sous l'angle des dispositifs relationnels qui les mettent en œuvre, des processus de socialisation dont ils participent, sans parler des cadres imaginaires et symboliques qui en constitueraient les socles culturels. Avec des effets assez paradoxaux et des angles morts au cœur stratégique de la machine économique. L'entrepreneur par exemple est sans nul doute l'un des personnages les plus mal connus du théâtre social de l'économie. Or aujourd'hui, dans les terrains où nous nous menons nos recherches (Catusse, 2008), de même que dans bon nombre d'autres situations locales européennes ou américaines, l'entrepreneur revient sur la scène économique comme structure et figure imaginaire autant que comme nouvel acteur autour duquel viennent se concrétiser des changements de statut ou des réaffectation de sens. Nous sommes tous des entrepreneurs, clamaient les ouvriers rendus au statut de travailleur autonome dans l'Italie post-fordiste des districts, avant de se délocaliser au Maghreb ou en Europe de l'Est.

Si la possibilité de dire quelque chose sur les phénomènes économiques, autrement que dans le cadre mineur des soutes de l'économie, est niée aux sciences sociales, il relève encore plus de la prétention ou de la chimère de vouloir interroger avec des catégories sociologiques ou anthropologiques des phénomènes économiques en formation ou participant de recompositions structurelles assez fondamentales.

Si la sociologie ou l'anthropologie se sont, d'ailleurs très récemment et non sans batailler, ouvert un droit de regard sur les phénomènes économiques, c'est à la condition de privilégier les routines aux révolutions ou aux aberrations, les relations de travail hiérarchiques aux acteurs collectifs dominants capables de stratégies, enfin les formes vernaculaires d'économies hors champ du capitalisme mondial plus volontiers que les épicentres des processus de destruction créatrice, enfin les travailleurs plus que les « aventuriers » (Poutignat et Streiff-Fenart, 2006). Il est à ce titre très significatif de constater que, lorsque des chercheurs, incontestablement pionniers en la matière, s'intéressent à des formes modernes et singulières d'initiatives économiques à l'échelle mondiale, c'est au prix d'une minoration de la dimension strictement économique des phénomènes invoqués (par exemple dans les travaux ayant pour objet les phénomènes dits de « mondialisation par le bas » (Tarrius, 2002 ; Portes, 1999) ; la mise en évidence de l'intelligence des « petits », une certaine fascination pour le « métis » que mettent en œuvre des minorités ou des marginaux, les compétences des acteurs individuels à mobiliser des ressources sociales ; autant de postures manifestes dans la socio-anthropologie du commerce

ethnique notamment, dont une certaine forme de réenchantement n'est pas absente et qui prend le pas sur un décryptage du pragmatisme économique qui est aussi au cœur des stratégies, des activités et des comportements.

## Une méthodologie compréhensive

Il ne s'agit évidemment pas de préconiser à nouveau une séparation des genres et des rationalités entre économie et sociologie. Il est bien sûr très clair aujourd'hui que toutes les activités économiques forment des complexes où s'entremêlent des raisons économiques et des raisons sociales. Là n'est pas l'enjeu théorique. La question est double : si complexe socio-économique il y a, il faut bien admettre que cette « nature » complexe vaut pour toute économie et que, par conséquent, il n'y aurait pas des économies plus économiques ou à l'inverse des économies plus sociales que d'autres. Deuxièmement, il faut prendre garde à ne pas catégoriser des formes de rationalité qui sous le nom de sociale pour l'une et d'économique pour l'autre, constituent en réalité des principes antagoniques d'organisation sociopolitique. S'il est clair par exemple que la logique du don (Caillé, 2006 ; Godbout, 1992) vaut encore dans nos sociétés pour ses capacités à organiser un certain nombre d'activités, encore faut-il ne pas la penser comme antinomique du « concert des convoitises » ou de « l'appât du gain », pour nommer ainsi cet « esprit du capitalisme » dont la plupart de ceux qui s'appuient sur Marcel Mauss pour réenvisager la sociologie économique pensent qu'il est l'antithèse du don comme forme morale et sociale.

Si une posture méthodologique peut naître de ces attendus et considérations, c'est peut-être de privilégier une approche descriptive et compréhensive des phénomènes plus qu'une approche critique, si l'on veut bien admettre que le jugement moral n'est jamais très loin derrière l'analyse, économique ou pas, des phénomènes économiques, soit sous la prétention de leur performance ou vision normative, soit sous la logique de dénonciation et de critique des errements, déséquilibres ou déficits structurels. Privilégier une posture descriptive, ce n'est évidemment pas tomber dans l'illusion qu'une objectivation est possible par le seul exercice du compte-rendu exhaustif des façons, des tâches ou des dispositifs. C'est simplement avancer l'idée que même sous les plus banales mécaniques, les plus routinières mises en œuvre de savoir faire, les déploiements de dispositifs, doit être débusqué un radical énigmatique qui est pour l'essentiel ce par quoi et pourquoi les acteurs sociaux interrompent des routines pour « faire autrement » et rompent avec un « cours des choses ».

## Références bibliographiques

- Aglietta Michel et Rebérioux Antoine (2004), *Dérives du capitalisme financier*, Albin Michel, Paris.
- Bayart J.F. (2004), *le Gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Fayard, Paris.
- Berger Suzanne (2006), *Made in monde. Les nouvelles frontières de l'économie mondiale*, Seuil, Paris.
- Caillé Alain (2007), *Anthropologie du don*, la Découverte, Paris.
- Catusse Myriam (2008), *le Temps des entrepreneurs ? Politiques et transformations du capitalisme au Maroc*, IRMC/Maisonneuve et Larose, Paris.
- Cohen Shana (2004), *Searching for a Different Future : the Rise of a Global Middle Class in Morocco*, Duke University Press, Durham.
- El Aoufi Noureddine (2008), « Théorie de la régulation : la perspective oubliée du développement », *Critique économique*, n° 22, printemps-été.
- Godbout Jacques (1992), *l'Esprit du don*, la Découverte, Paris.
- Hibou Béatrice dir. (1999), *la Privatisation des Etats*, Khartala, Paris.
- IRD (2007), « Recompositions économiques face à la mondialisation », séminaire international, Rabat, 12 au 14 décembre (co-organisé avec l'Université Mohammed V-Agdal et le Centre Jacques Berque).
- Ould Aoudia Jacques (2006), « Croissance et réforme dans les pays arabes méditerranéens », *Notes et documents de l'AFD*, n° 28, avril.
- Peraldi Michel dir. (2001), *Cabas et containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Maisonneuve et Larose, Paris.
- Peraldi Michel (2007), « Les petits mondes de la confection en Tunisie », in *les Migrations au Maghreb*, Actes du colloque de Sousse, Khartala, Paris.
- Portes Alejandro (1999), « La mondialisation par le bas », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 129.
- Poutignat Philippe et Streiff-Fenart Jocelyne (2006), « De l'aventurier au commerçant transnational », *Cahiers de la Méditerranée*, 73, 2.
- Tarrius Alain (2002), *la Mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Editions Balland, Paris.
- Veltz Pierre (2000), *le Nouveau monde industriel*, Seuil, Paris.
- Wallerstein Immanuel (1984), *le Système du monde du XV<sup>e</sup> siècle à nos jours*, tome 2, *le Mercantilisme et la consolidation de l'économie-monde européenne (1600-1750)*, Flammarion, Paris.